

serait ainsi transformé en fromage que l'on pourrait écouler sur les marchés de Grande-Bretagne ou d'autres pays. Si la chose ne peut se faire et qu'on fixe les prix des autres denrées agricoles, nous sommes d'avis que l'on devrait fixer pour la matière grasse un prix garanti d'environ 28c. la livre, afin de couvrir les frais de production.

Mlle MACPHAIL: Monsieur le président, je désire parler comme le feraient entre eux des gens de l'Est. Je sais fort bien que l'agriculture est en butte à des difficultés; je pourrais même employer un terme plus énergique, et rester dans le vrai. Je sais aussi que les cultivateurs de l'Ontario et du Québec, même des cinq provinces qui ont participé à une conférence de l'Est canadien, tenue récemment à Montréal, ne seront pas satisfaits de la mesure qui nous est soumise. Je suis certaine que les fermiers de l'Ontario, ainsi que ceux des autres provinces représentées à cette conférence, sont favorables à l'idée de voir établir des commissions capables de réglementer leur production. Ils reconnaissent de plus en plus qu'ils ne peuvent arriver à un résultat satisfaisant en laissant la réglementation à la majorité des producteurs. Chaque denrée doit être réglementée par les producteurs eux-mêmes. Je ne veux cependant pas discuter plus longuement cette question en ce moment.

Je sais que nous nous acheminons vers une politique agricole comportant deux prix, surtout quant aux produits que nous exportons peu mais dont le prix pour l'exportation déprime tout le marché domestique. Les cultivateurs, d'autre part, sans avoir tenu de réunions ou avoir étudié le problème, disent: "Il ne faut plus penser à cette folie. Il est inutile de dire que 10 p. 100 ou 2 p. 100 ou 3 p. 100 d'un excédent exportable dépriment tout le marché domestique." C'est ainsi que partout, et surtout dans les provinces de l'Est, l'agriculture s'achemine vers un système ou une politique comportant deux prix. Ils ne sont guère contents de ce bill; de fait, je ne le suis pas. S'il a pour objet d'encourager ou d'éduquer, j'imagine qu'il conviendra de l'accepter. Cependant je n'en pense guère de bien. C'est certainement loin de ce que les cultivateurs voulaient.

Je désire poser une question à l'honorable député de Prescott et je le prie de bien vouloir me prêter attention. Que pense-t-il qu'il arriverait à l'industrie du fromage et du beurre de l'Ontario si 30 millions d'acres de terre de l'Ouest canadien ou une superficie équivalente, où l'on cultive aujourd'hui exclusivement du blé destiné à l'exploitation, soit le marché d'exportation d'autrefois, se trouvaient livrés à la culture mixte?

Il est temps, je le crois, que les gens de l'Est reconnaissent que, si l'Ouest canadien se livrait à la culture mixte, la dépression agricole, qui n'avait atteint jusqu'ici que l'Ouest canadien, se propagerait dans tout le pays. Nous n'aurions plus seulement un excédent de blé, mais nous aurions un excédent de beurre, de fromage, de bacon, de bœuf, d'œufs, et en réalité de toutes les denrées agricoles possibles.

Je crois que l'industrie agricole est importante. Je crois aussi que la culture mixte est importante. Cependant, de même que la culture du blé en Ontario a été ruinée par la culture du blé dans l'Ouest à cause de la fertilité du sol et de la production sur une grande échelle, ainsi, si nous persistons à laisser périliter le producteur de blé de l'Ouest nous allons le forcer à se livrer à la culture mixte et ruiner ainsi l'agriculture dans l'Est. Si nous voulons régler le problème agricole, envisageons-le donc sous un aspect national. Les producteurs de blé de l'Ouest canadien accurent leurs emblavures par suite de la pression—je crois que le terme est juste—qu'exerça sur eux le Gouvernement pendant la guerre, et cette industrie s'orienta vers la grande exportation. Il ne serait ni sensé, ni juste de déclarer que le pays entier ne peut supporter le fardeau des excédents de blé et qu'il incombe aux cultivateurs de se tirer d'affaire seuls. Traversant actuellement une période d'ajustement, nous devrions plutôt nous aider mutuellement à résoudre nos problèmes. L'Est du Canada se leurre tout simplement s'il croit qu'il effectuera une économie en ne fixant pas un prix raisonnable pour le blé. Mais je reviendrai à cette question un peu plus tard, étant donné que je ne veux pas, en ce moment, perdre le fil de mon discours. Toutefois, je ne m'y suis arrêtée que parce que l'honorable député de Prescott (M. Bertrand) y a fait allusion. S'il tient à ruiner l'industrie laitière de l'Est, il n'a qu'à préconiser la culture mixte dans l'Ouest.

Ce que j'ai constaté avec le plus de plaisir à Montréal, c'est la croissante unanimité de tous les agriculteurs canadiens. Le ministre de l'Agriculture n'y fut présent qu'une heure ou deux, mais j'y suis demeurée deux jours. J'aurais dû y rester plus longtemps, vu qu'il s'agissait de questions plus importantes que les travaux de la Chambre. Le ministre a dû remarquer que cette association des cultivateurs n'est ni une association, ni un mouvement d'ordre secondaire, et qu'elle n'a rien d'un caractère étroit. Ces cultivateurs ne passent pas leur temps à nous raconter leurs misères, et à nous supplier: "s'il vous plaît, venez à notre aide." Ils sont mieux renseignés que le Gouvernement sur leurs